

Réponses des candidats FN aux questions de l'UMCR 71

1. Vie des communes et égalité des territoires... ?

Dans le cadre de la réforme annoncée de la Dotation globale de fonctionnement (DGF) des communes, estimez-vous que chaque habitant d'une commune a la même valeur selon qu'il habite à la ville ou à la campagne ?

En clair, êtes-vous d'accord pour en finir avec la discrimination des dotations par habitant, qui conduit l'Etat lorsqu'il attribue aujourd'hui une dotation à une commune rurale de 1€ par habitant, à attribuer dans le même temps pour une ville une dotation de 2€ par habitant.

Les élus patriotes, partout où ils siègent, dénoncent depuis de nombreuses années l'abandon de la ruralité au profit de la politique de la ville : des milliards d'euros sont ainsi déversés dans les banlieues qui cassent et qui brûlent ; la campagne tranquille, elle, est délaissée des pouvoirs publics.

La proposition qui consiste à rééquilibrer les investissements de l'Etat est une proposition de bon sens. Les élus patriotes veilleront à ce que le ratio 1€ pour un habitant d'une ville / 1€ pour un habitant de campagne soit a minima atteint.

2. Commerce et services de proximité

Que comptez-vous faire pour développer les services publics et le commerce de proximité en milieu rural ?

Les élus patriotes proposeront à l'Assemblée nationale de légiférer en vue de mettre en oeuvre le gel de la construction de toute nouvelle grande surface. Par ailleurs, nous encouragerons la création par les communes de commerces éphémères. Ainsi, des commerçants pourront tester leur concept et leur capacité à se créer une clientèle en profitant d'un loyer très bas, l'objectif étant qu'ils trouvent cette clientèle et déménagent pour s'installer de façon pérenne.

Concernant les services publics, nous luttons depuis longtemps pour leur maintien : cela passe par un investissement important de l'Etat qui doit assurer un égal accès de chaque citoyen à l'éducation, la santé, les transports, etc. Il s'agit donc avant tout d'une question de volonté politique que nous porterons, et nous nous battons pour que les financements suivent.

Soutenez-vous la proposition de l'UMCR 71 de rétablir la remise des cartes nationales d'identité aux habitants, en proximité, dans chacune des 567 Mairies de Saône-et-Loire ?

L'investissement nécessaire pour que toutes les communes puissent réaliser les cartes d'identité pour leurs habitants est dérisoire, il faudra évidemment le faire. Cela d'autant plus que le système

actuel, centralisé et sur rendez-vous, engendre déjà un allongement des délais. Encore une fois, ce sont les ruraux qui sont pénalisés.

3. *Démocratie locale et intercommunalité*

Les gouvernements successifs ont encouragé le développement tous azimuts de l'intercommunalité : agrandissement tous les 2 ans des intercommunalités (certains rêvent de 6 grandes intercommunalités en Saône-et-Loire), transferts automatiques de compétences de la commune vers l'intercommunalité... avec comme corollaire la politisation, la technocratisation de l'échelon communautaire, et la dérive des charges...

Il faut absolument mettre fin aux créations forcées de communautés d'agglomérations et aux fusions de mairies. Le maire est l'élu le proche des citoyens, celui qu'ils connaissent tous. Il est un acteur essentiel de notre démocratie, et le transformer en un officier d'état-civil qui n'aurait plus aucun pouvoir de décision sur l'aménagement urbain ou le niveau d'imposition reviendrait à transformer le maire en un fonctionnaire élu dans lequel les citoyens ne verraient à juste titre plus d'intérêt.

Au contraire, le rôle du maire doit être renforcé, les intercommunalités doivent redevenir de simples syndicats de communes s'occupant de sujets comme le traitement des déchets qui nécessitent que des moyens soient mis en commun. Dans les plus petites communes, où le maire ne compte pas ses heures, il faudra également revoir les indemnités de l'élu à la hausse.